

LOST IN TRANSLATION

POUR COMPRENDRE L'EUROPE, VISITEZ LE JAPON...

Certes on peut visiter le Japon en ne voyant que les différences culturelles. Qui n'a été dérouté, perdu lors d'un séjour à Tokyo? Sofia Coppola, Amélie Nothomb, tant d'autres nous ont rendu compte des prises à contre-pied auxquelles on est constamment soumis.

Mais on peut également proposer un autre voyage. Non pas chez des exotiques qui sembleraient tellement différents qu'on se croirait au spectacle. Mais en nous-mêmes, au travers d'*alter ego* si ressemblants. Car si des millénaires d'histoires différenciatrices ont formé les spécificités, quatre décennies de Guerre Froide ont ajouté une couche commune. Et c'est alors Roland Barthes qu'il faudrait solliciter pour déchiffrer un empire des signes qui donnerait du sens à nos propres réalités.

Durant cette période de Guerre Froide, le Japon a disposé d'un statut géopolitique qui n'est pas sans rappeler celui de l'Europe occidentale : c'est un pays dont il était inconcevable pour les États-Unis qu'il puisse basculer, un allié indispensable dont il fallait gager la stabilité coûte que coûte. Il n'a pas simplement fallu, dans ce but, que le vainqueur de 1945 écrive la Constitution japonaise. Il a fallu également mettre en place dans l'Archipel les conditions économiques requises par la paix sociale, donc la fiabilité politique : ce modèle de développement à base d'industrialisation et d'exportation que nous avons bien connu en Europe et que l'achèvement de la Guerre Froide déstabilise.

N'importe quel touriste occidental aurait pu découvrir en quelques minutes l'évidence nipponne flagrante d'une réalité française quasi imperceptible car sans doute trop proche. Il aurait suffi qu'il s'enquière, naïf fasciné par l'électronique japonaise miniaturisée, qu'il demande donc à son traducteur de l'emmener acheter un appareil photo nippon à Tokyo. Son interlocuteur, ayant lui-même voyagé et nécessairement honnête, lui aurait alors fait observer que l'emplette était bien inutile puisqu'on trouvait le même appareil dans n'importe quelle Fnac hexagonale... et moins cher. Stupeurs et tremblements? Non pas! Bout de fil qui dépasse et qu'il convient de tirer car toute une pelote va se dérouler.

Pendant plusieurs décennies, les Japonais ont accepté de surpayer leurs produits nationaux pour permettre à leurs entreprises de sous-facturer à l'exportation, de gagner ainsi des parts de marché qui ont garanti des emplois au Japon. À parts de marché croissantes, sécurité de l'emploi accrue. Le sur-prix apparaissait alors comme une assurance chômage souscrite par les consommateurs japonais au bénéfice des salariés nippons, c'est-à-dire d'eux-mêmes. Et, on l'a vu, les États-Unis se sont proposé d'acheter eux-mêmes les produits exportés par le Japon, en faisant monter le dollar, c'est-à-dire en les subventionnant indirectement. C'était là le prix à payer, mais en dollar, donc en monnaie imprimée *at home*, pour disposer de Japonais paisibles donc d'un allié fiable durant la Guerre Froide.

Étranges étrangers? Il s'agit pourtant d'un exotisme apparent. Car nous avons développé le même modèle en Europe occidentale, à la même période et pour les mêmes raisons, en France tout particulièrement. Chacun sait, pour prendre un premier exemple, que les exportations françaises bénéficient d'une exonération de TVA. Ne s'agit-il pas du même processus par lequel des étrangers peuvent payer 20 % moins cher que les nationaux les produits qui leur sont exportés? Il s'agit bien là d'une illustration du processus de soutien à l'emploi, donc à la paix sociale, par le biais d'exportations. Il ne saurait être question de citer les innombrables autres subventions et bonifications dont l'exportation a pu bénéficier, distribuées notamment par la Coface (Compagnie française d'assurances pour le commerce extérieur) et la BFCE (Banque française du commerce extérieur), qui disposaient alors d'un statut d'entreprises publiques mobilisées pour une grande cause nationale.

On peut en revanche proposer, pour son exemplarité, une autre japonaiserie en vogue ici même. Faire ses courses dans les supermarchés du monde est riche d'enseignements. Le bœuf de Kobe doit valoir environ mille euros le kilo à Tokyo. On comprendra donc aisément le goût du Japon pour le poisson et on attendra volontiers le retour en France pour l'entrecôte grillée... Mais a-t-on remarqué que le *T-Bone* américain, la côte de bœuf argentine ou australienne valent environ le tiers de ce qu'elle coûte au sein de la vieille Europe? Là encore, la géopolitique est lisible à l'étalage... Les étiquettes qui dansent, ici la valse, ailleurs le tango, donnent à voir l'Histoire.

Les Européens, comme les Japonais, ont fait le choix, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de surpayer à leurs éleveurs et agriculteurs le prix de leurs productions. Deux à trois fois le prix mondial, bien davantage s'agissant du Japon. Une bonne manière qui avait pour

double but de les maintenir à la terre et de se donner les moyens de l'autosuffisance alimentaire. Si l'Europe occidentale, et surtout la France, avait les moyens de cette ambition, le Japon ne pouvait à vrai dire y prétendre – on n'échappe pas à l'exiguïté territoriale... Assurément, il aurait été possible d'importer notre alimentation du vaste monde. À moindre prix. Mais en réalité le prix à payer aurait été une dépendance alimentaire vis-à-vis de l'étranger, c'est-à-dire une inquiétude plongeant ses racines dans l'Histoire profonde... et surtout celle, récente, des pénuries de l'Occupation. Comme dans le cas de l'appareil photo japonais, nous achetons davantage notre sérénité qu'un produit. Et le prix payé comporte certes des coûts mais également une prime d'assurance. Si le consommateur européen n'a été que peu conscient du processus, le contribuable qui sommeille en lui aurait dû y prêter attention. Car le sur-prix payé à la caisse était d'abord un sur-prix payé au producteur, une sorte de revenu minimum garanti... par Bruxelles, qui s'engageait à acheter, *via* des processus communautaires, certains produits agricoles au prix garanti si les prix du marché devaient descendre en dessous dudit niveau.

Ce qui est décrit ici n'est autre que la fameuse Politique agricole commune dont les principes et mécanismes fondateurs ont d'abord été géopolitiques : il s'agissait de sécuriser les Européens de l'Ouest dans le contexte de la Guerre Froide, où leurs angoisses alimentaires auraient pu menacer le camp occidental. La machinerie s'est alors mise en marche à l'insu des Européens, qui ne se sont pas plus posé de questions que des Japonais acceptant leur destin prospère. Qui dit prix garanti au producteur veut aussitôt dire déconnexion de l'offre et de la demande. Si Bruxelles s'engage à acheter, qu'importe, par conséquent, la quantité (et parfois la qualité...), pourvu qu'on ait le débouché – les frigos de la Communauté européenne.

Et c'est ainsi que le noble objectif d'atteindre l'autosuffisance alimentaire a été mis en œuvre au travers d'un processus qui a fait plus qu'atteindre son but : il a conduit aux excédents permanents et pléthoriques. Ne nous appesantissons pas sur le fait qu'il ait fallu financer des stocks de sécurité, imaginons seulement qu'il faille parfois les écouler. Des produits achetés trois ou quatre fois le prix mondial? Si l'on veut les exporter, il faut alors les subventionner considérablement... Le contribuable paiera pour la tranquillité du consommateur, citoyen rassasié et paisible. La sécurité, vous en rêviez? Sony et Minolta l'ont fait. L'Europe agricole aussi.

Qu'il n'y ait aucun malentendu dans l'analyse proposée! Il ne s'agit pas de critiquer mais de décrypter. Que des dysfonctionnements soient apparus, c'est évident, mais la logique qui sous-tendait les processus avait sa légitimité : à la guerre comme à la guerre. Il s'agit bien davantage encore de s'étonner. Comment avons-nous pu être aveugles et sourds au point de ne pas avoir conscience des mécanismes géopolitiques qui aspiraient nos vies quotidiennes, la vie des entreprises également? Cette absence de lucidité contribue à l'incompréhension face à la déstabilisation actuelle de la Politique agricole commune! Celle-ci apparaît pourtant comme un signe des temps : la remise en question d'une des formes organisationnelles du monde de la Guerre Froide.

LE PAYS DU MATIN ET DES ANNÉES CALMES...

Pourquoi faut-il continuer à visiter le monde pour nous découvrir? Pour prendre la mesure du fait que nous avons, en réalité, bénéficié de ce que l'on pourrait appeler un «syndrome coréen», c'est-à-dire une prospérité conjoncturelle reposant sur une conjoncture géopolitique, et que le changement de conjoncture va totalement déstabiliser.

Explicitons ledit syndrome – autre voyage, autres mœurs, même temps, même réalité. La Corée a sans nul doute plus souffert encore que l'Europe de la guerre qui n'y fut pas si froide. Comme l'Europe, la Corée en a été divisée. La partie méridionale s'est retrouvée «occidentale», si l'on peut ainsi s'exprimer, et détruite. Dès lors que les États-Unis ont maintenu trente-sept mille soldats au sud de la soi-disant zone démilitarisée, ce ne pouvait être pour prendre le risque que la Corée soit instable. Il a donc fallu commencer par la reconstruire, l'aider à se reconstruire. Voilà des prémices qui ne sont pas sans rappeler une histoire européenne que nous avons bien connue... Il a même fallu contribuer à la développer car son industrialisation ne pouvait que participer à l'apparition de classes moyennes dont l'espoir d'ascension sociale, souvent réalisé en ce temps-là, stabilise la société. (Pour plus de sécurité encore, les régimes politiques seront adaptés, gant de fer militaire au début, main de velours démocratique ensuite lorsqu'il apparaîtra que, tout compte fait, le «cause toujours» des élections est plus satisfaisant pour les aspirations des classes moyennes que le «boucle-la!» dictatorial.) Reconstruction, industrialisation... il semble bien, en effet, que la musique nous soit familière.

Il va de soi, en outre, que si l'industrialisation de la Corée du Sud n'a pas pour seul débouché le petit marché domestique du Sud de la péninsule, les fruits de la croissance qui en résulteront et pourront être distribués n'en seront que plus sucrés. La stabilité sociale et politique ne pourra qu'en bénéficier et, *in fine*, si la Corée du Sud ne trouve pas de débouchés extérieurs, les États-Unis s'ouvriront à ses produits. Plus le dollar prend de la valeur par rapport au won coréen, plus Samsung et Hyundai sont « compétitifs » en Amérique du Nord. Il serait intéressant de calculer combien il faut importer de voitures Daewoo en Californie pour être dispensé d'envoyer un GI supplémentaire en Corée...

Le modèle industriel-exportateur, celui-là même que nous avons rencontré au Japon et en Europe occidentale, apparaît ici dans toute sa simplicité nue. Une subordination de l'économie et du commerce international à des impératifs géopolitiques. Mais il ne peut alors faire de doute que si les impératifs géopolitiques changent, les besoins d'alliances ne seront plus les mêmes, les modèles économiques et commerciaux seront remis en cause... et tout le système politique et social risquera de se détricoter. Pour qui va sonner le glas de la fin de la Guerre Froide?

DOLCE VITA, DOLCE STUPIDITA

Une interrogation traverse l'esprit. Comment peut-on expliquer que les euro-bénéficiaires de l'ordre ancien, notamment en France, n'aient pas eu conscience de cette dépendance par rapport aux réalités géopolitiques de l'époque? Nous apportons ici quelques contributions à la réflexion, sans prétention à la faire aboutir.

Une première intuition conduit à suggérer que les périodes de prospérité n'étant pas propices aux grandes intelligences, nous ne nous sommes pas trop posé de questions dans un contexte qui, finalement, nous était bien doux. Peut-on hasarder que nous fûmes même des sortes d'imbéciles heureux?

Une deuxième piste devrait être explorée : les Européens se croyant, comme tout un chacun d'ailleurs, au centre du monde – leurs cartes l'attestent –, ils se croient aussi au centre de l'Histoire, de leur histoire. Ils se croient maîtres de leur destin et ne voient pas, refusent de voir le jeu d'influences dont ils sont l'aboutissement. Nous avons sincèrement cru avoir choisi notre mode de développement. Les gens heureux peuvent être des imbéciles sincères.

Quel euro-nombrilisme fâcheux! qui a empêché de sentir que la fin de la Guerre Froide signifiait la remise en cause complète d'un ordre ancien dans toutes ses composantes. Toutes les formes organisationnelles qui avaient contribué à l'organisation du camp occidental vont s'effondrer dans un fracas de sigles brisés : PAC, SME, CEE, on en passe, chaque morceau du Mur aurait dû être nommé d'un acronyme qui aurait rappelé l'organisation sophistiquée de l'Occident qui s'écroule en même temps que sa caricature défaite.

UN PEU DE REcul POUR MIEUX AVANCER

Ce qui va sans dire va certainement encore mieux en l'explicitant... La grille de lecture proposée est à présent suffisamment ébauchée pour que l'on puisse souligner quelques commentaires méthodologiques.

On ne doit désormais plus douter – mais qui doutait à dire vrai d'une pareille banalité? – que la compréhension du passé est une des clés de la compréhension du présent. Elle en est même la condition *sine qua non*. Plus nous visitons, ici ou ailleurs, ce qui fut un passé simple, plus nous ébauchons des clés pour comprendre le présent compliqué, pourquoi pas l'avenir en gestation – faudrait-il inventer un nouveau temps, le plus-qu'imparfait? Si la géopolitique est utile, c'est bien parce qu'elle est une combinatoire de ces deux disciplines qu'un trait d'union rapproche dans notre mémoire de lycéen, l'Histoire et la Géographie. Si le recours à la géopolitique est fécond, c'est en montrant que l'on est ce que l'on a été, que l'on est également où l'on est, conditionné par le passé et l'emplacement d'où l'on agit. L'Histoire et la Géographie ne servent pas uniquement à passer des examens, elles font partie de la valise, la boîte à outils plutôt, qui devrait accompagner chacun de nos mouvements.

Par ailleurs, il doit faire peu de doute que certaines frontières au travers desquelles nous avons l'habitude de voir le monde n'ont plus guère de pertinence, ces frontières qui découpaient des territoires simples, ici ou ailleurs, économiques ou politiques, microéconomiques ou macroéconomiques... Tous ces clivages volent en éclats au fil du raisonnement. Et nous souhaitons insister sur le dernier de ceux que nous venons d'évoquer, la fausse distinction entre ce qui serait du ressort de la macro et ce qui appartiendrait au champ de la microéconomie. Car si la matrice de traitement de l'information présentée possède sa pertinence, c'est aussi qu'elle propose d'être passeport, viatique pour passer

de la géopolitique aux choix des décideurs, qu'ils soient citoyens, parents ou acteurs économiques – notamment ceux qui ont en charge d'élaborer ou de mettre en œuvre les stratégies des entreprises.

Si nous devons revenir plein d'usages et d'au moins une raison de nos voyages aux États-Unis – la première étape –, puis en Europe occidentale, au Japon et en Corée, ce serait en étant capables de méditer combien ce que nous avons cru être des choix stratégiques n'a été que de la discipline librement consentie. En décidant, par exemple, de se lancer à l'exportation, les capitaines d'entreprise pouvaient penser prendre des décisions stratégiques : ils ne faisaient que répondre à l'appel de la géopolitique. Envoûtante géopolitique, Lorelei historico-géographique, sous le charme de qui on ne pouvait que tomber. Chacun croyait pousser un cri, qu'il croyait sien, et se contentait en fait de renvoyer un écho. Les stratégies des entreprises n'étaient que la traduction en langage économique des impératifs géopolitiques de l'époque et du lieu où elles étaient élaborées.

La France avait mis en place son propre dispositif « charmant » et « charmeur » pour faire succomber les acteurs économiques aux exigences géopolitiques. Il s'agissait des procédures de subventions et bonifications en tous genres qui ont constitué quelques traits caractéristiques de son paysage. Dis-moi quelles elles étaient, je te dirai où se trouvaient les grands enjeux ! Il en est de nombreuses, mais nous en citerons trois :

- l'emploi *via* l'exportation ;
- la sérénité des classes moyennes au travers de l'accession à la propriété ;
- la sécurité alimentaire par l'autosuffisance.

La trousse de maquillage de la Lorelei française comprenait donc la Coface, la BFCE, le Crédit agricole et le Crédit foncier. Il n'est en rien surprenant que tous ces organismes jadis publics aient perdu leur statut et parfois plus, depuis que la Guerre Froide est finie.

Mais pourquoi avoir seulement employé le passé au cours du paragraphe précédent ? Si le commerce international a été subordonné à des motivations géopolitiques, organisé par elles, peut-être en est-il toujours de même aujourd'hui ? Voilà qui devrait légitimer le fait que nous poursuivions nos voyages. Nous ne visitons pas le monde géopolitique pour briller dans les salons, mais pour briller en société, c'est-à-dire décider, en entreprise notamment.

RETOUR DE VACANCES

Fractures sociales, frictions économiques, frottements de tous les dangers... La Belle Époque est révolue. Délaissons encore un instant l'Europe occidentale aux prises avec ses démons réveillés – on les croyait classés monuments historiques, ils n'étaient qu'assoupis –, et observons à nouveau nos homologues nippons pour mieux nous reconnaître.

La fin de l'emploi à vie, l'un des piliers de la sérénité japonaise, est au bout du compte. Et l'on voit apparaître dans l'Archipel un peu de chômage. Mais va-t-on se préoccuper de 3 % ou 4 % d'une population active ainsi confrontée à la précarité? Que la France ou un autre pays d'Europe occidentale affiche de tels chiffres et le sourire reviendrait sur toutes les lèvres! En quoi cela nous concernerait-il? Nous méconnaîtrions alors l'impact que cette irruption d'un (tout petit) peu de chômage peut avoir sur une société qui croyait s'en être abritée! Chacun a pu le constater, c'est moins le niveau du chômage que l'évolution de ce niveau qui crée le problème social. La valeur absolue provoque l'inquiétude chez ceux qui, ayant perdu un emploi, craignent de n'en pas retrouver. L'évolution de la valeur, la dérivée seconde, diraient les mathématiciens, crée l'angoisse chez ceux qui, ayant encore un job... craignent de le perdre. Et ils sont de loin plus nombreux.

Même faible, le niveau de sans-emploi nippons transforme l'archipel tout entier en un pays du chômage levant, où tous les acteurs sont percutés par une inquiétude dont ils pensaient être protégés. Et on a pu constater que 4 % d'inactifs et 96 % d'actifs se transforment aisément en 100 % d'inquiets. Les symptômes de l'irruption de l'inquiétude ont été innombrables : apparition des premiers sans-domicile fixe dans les villes japonaises, des premiers acteurs de l'économie informelle dans leurs rues, pour ne rien dire – en se gardant bien de tout ce qui pourrait conduire à des amalgames malsains – des comportements adolescents déviants, voire d'une petite délinquance, quand il ne s'est pas agi de suicides. Il n'est à l'évidence pas question de proposer une assimilation entre les différents signes sociaux qui viennent d'être cités, mais de faire observer qu'il s'agit là de symptômes, ô combien différents, d'une même cause : les «vacances» de quarante ans que le Japon a connues sont terminées.

Ne voit-on pas, dans le tableau extrême-orientaliste ici dessiné, comme une esquisse du tableau hyper-réaliste qui se peint en France? Car l'Hexagone a bien connu ces comportements à l'ancienne mode

japonaise, celle de l'époque quiète. Il a vu de ces salariés français qui, comme leurs homologues japonais, se sont investis, surinvestis parfois, dans leur activité professionnelle, au titre d'un statut qui leur procurait par ailleurs une assurance chômage. On aura reconnu que ces Mesdames et Messieurs Butterfly sont les «cadres» qui, tout au long de la Guerre Froide, ont vécu un pacte tacite avec leur entreprise : les premiers ne comptaient pas trop leur temps tandis que la seconde ne comptait pas trop son argent, le statut de cadre garantissant une sorte d'emploi à vie... la sécurité au sein de la société, pour ne pas dire la sécurité sociale.

Au début des années 1990, l'apparition d'un peu de chômage chez les cadres français, à un niveau japonais à vrai dire, a eu exactement le même effet ravageur que celui qui a été observé chez les autres nous-mêmes de l'Archipel nippon. L'ensemble des cadres s'est mis à entrer «en craintes», comme on entre dans les Ordres. Un seul était privé d'occupation, et tous étaient contaminés par la préoccupation. Si l'on ajoute que les cadres ont constitué un modèle d'identification pour les non-cadres, on imagine que la contagion n'en est pas restée aux seuls interlocuteurs de l'Apec. Car les «non-cadres» ont traduit en leur langage la rupture du pacte tacite entre les cadres et les entreprises, rupture dont ils étaient les témoins : si même les cadres... En effet, jusqu'au début des années 1990, le chômage concernait principalement les jeunes, les femmes et les personnes les moins bien formées – on pouvait d'ailleurs être du ressort des trois catégories. Mais dorénavant, même ceux dont tout le monde s'accordait, avec envie, voire jalousie, à considérer qu'ils étaient immunisés, sont confrontés à un sort qui devient le lot commun. Le rempart contre l'inquiétude vient de rompre.

On voudra bien ne pas s'offusquer d'une comparaison. L'apparition du chômage des cadres a eu le même effet ravageur, en termes psychologiques uniquement s'entend, que l'apparition des premiers cas de Sida chez les hétérosexuels. Tant que la maladie ne concernait que les populations «à risque», comme disaient les belles âmes qui croyaient n'en être pas, l'inquiétude était bien tempérée, sous contrôle. On pouvait raisonnablement ne pas se sentir personnellement trop concerné. Lorsque sont apparus les premiers cas de séropositivité chez les hétérosexuels, s'est opéré un éclaboussement généralisé de l'inquiétude. L'époque où l'on croyait avoir vaincu les épidémies, une simple petite fenêtre historique, comme on parle de fenêtre pour le lancement d'un satellite, cette époque sécurisée venait de s'achever.

Lorsque, de surcroît, certaines contaminations sanguines se révèlent pathogènes alors que les transfusions ont été effectuées dans le cadre de protocoles qui avaient une vocation thérapeutique, c'est un autre mythe sécuritaire qui se fracasse : la croyance en la science, la confiance en la médecine. Comme lorsque les Japonais ont découvert, après le tremblement de terre de Kobe, en 1995, que leurs ingénieurs ne justifiaient pas complètement la confiance aveugle qu'on avait mise dans la fiabilité supposée de leurs calculs respectueux des normes antisismiques. Puisqu'il ne faut pas craindre d'en rajouter, on devrait également rappeler qu'un autre mythe sécurisant de l'époque heureuse s'est fissuré au même moment : la croyance en la sécurité alimentaire ! Oh, certes, la sécurité quantitative avait été garantie... mais au prix de l'irruption du sentiment de l'insécurité qualitative. Chassez les soucis, ils reviennent au triple galop, sous une forme inattendue ; comme les microbes, ils s'adaptent.

Il serait certainement intéressant d'écrire un jour une Histoire des Inquiétudes. Dans ce qui pourrait alors être un mauvais livre de série noire, le chapitre que l'on consacrerait à l'après-Guerre Froide pourrait être titré « Les métastases de l'angoisse » !

AVIS AUX DÉCIDEURS...

Personne ne peut douter que l'ouvrage auquel on vient de songer comporterait une partie consacrée au management ! Puisque l'histoire du management est décalquée sur l'histoire des espoirs et inquiétudes de ceux qui s'y adonnent, elle n'est en fait qu'une ombre portée par l'Histoire, la grande.

L'irruption de l'inquiétude, de nouvelles inquiétudes qui sont parfois retrouvailles avec de vieilles lunes qu'on avait remisées, conduit à repenser le management des hommes que les croyances habitent. Autant il était facile de manager la progression différenciée, et plus ou moins rapide, d'acteurs sécurisés dans leur vie professionnelle, sexuelle et alimentaire, autant la tâche est beaucoup plus délicate quand chacun des registres véhicule son cortège d'incertitudes. Il convient aujourd'hui de manager des femmes et des hommes qui n'ont plus confiance en leur statut de cadre, pas plus qu'en leur boucher, pas davantage en leur médecin, sûrement pas en... Arrêtons là la liste et ne parlons ni des intellectuels ni des responsables politiques.

Voilà qui n'est pas sans rappeler les difficultés que rencontrent ces enseignants qui avaient choisi leur métier en croyant qu'ils seraient lif-tiers dans l'ascenseur social et qui se découvrent gardiens de la paix lorsque le monte-charge tombe en panne. Non seulement ils n'ont pas été formés à cette fonction mais elle ne correspond pas à la vision mythique du métier et d'eux-mêmes qu'ils pouvaient avoir... au temps de la Guerre Froide. On peut concevoir qu'un étudiant en médecine qui se rêvait gynécologue accoucheur connaisse des états d'âme si son cursus le conduit vers un destin de médecin légiste. Nous avons tous été chassés d'un paradis au sein duquel nous n'avions pas conscience d'habiter.

Le risque est alors celui de la révolte des anges déchus... Risque que chacun peut observer quotidiennement dans ses prémices de réalisation protéiformes, certaines douces, d'autres plus véhémentes. Il peut s'agir de ces cadres qui se mettent maintenant à compter leurs trimestres (de retraite) et leurs jours (de RTT), tandis que les non-cadres comptent leurs heures. Il peut s'agir de ces soldats de l'armée rurale démoralisés par la remise en cause de la PAC. Ou encore de ces acteurs de l'armée industrielle exportatrice qui sont licenciés dans le cadre de ce qu'ils vivent, nous y reviendrons, comme une délocalisation par les coûts alléché.

L'Histoire, encore elle, a connu cette situation. Un seul exemple : lorsque vient 1919, de nombreux poilus, passé le temps du soulagement d'avoir survécu au voyage au bout de la Nuit, se retrouvent démobilisés. Bientôt démoralisés. Il faudra peu d'années pour que, révoltés désormais, ils se jettent dans les bras du nationalisme. Nous parlons des Croix-de-Feu du Colonel de la Roque, lesquels renvoient à une version plus moderne qui ne se réfère plus à la démocratie : la fécondation in Vitrolles. On pourrait également oser un parallèle avec le sort des Harkis, mais ils sont à ce jour plus désespérés que révoltés, ainsi qu'avec les dérives souvent plus individuelles que collectives des vétérans du Vietnam.

Nous ne méconnaissons pas qu'une description des causes des ruptures n'est pas une bien grande contribution à leurs solutions. La radioscopie d'une fracture ne l'a jamais réduite. Mais, on en conviendra, il s'agit d'un indispensable préalable à toute intervention. Le management par l'explication n'est pas une thérapeutique, mais l'absence de compréhension conduit à l'amertume, au dépit révolté de ceux qui, se croyant menacés, mordent parce qu'ils prennent peur. Nombre de destins individuels qui sont remis en question sont d'abord

simple déclinaison privée d'un destin collectif. Donner à voir cela n'est qu'un petit pas sur le chemin des éventuelles solutions... Notre péché originel est d'avoir appris à penser pendant la Guerre Froide, mais ce péché véniel devrait être vite pardonné. En attendant, il faut quitter le paradis...